

# Le génocide nazi des Roms en Bielorussie et en Ukraine : de l'importance des données de recensement et des recenseurs

{ Andrej Kotljarchuk\*

\*  
Historien,  
Université  
de Stockholm,  
Suède

## Introduction

Depuis le milieu des années 1930 l'Allemagne nazie s'intéressa à l'identification systématique des Roms. Dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, la « question tsigane » était, en fait, inscrite dans de nombreux programmes gouvernementaux – notamment dans les affaires de police. Les problèmes rencontrés par la police étaient, par exemple, régulièrement le sujet de discussions avec la Commission internationale de la police criminelle. Il avait été plus simple de classer les Juifs grâce aux fichiers tenus par les communautés religieuses, accessibles à l'État. De nombreux Roms d'Europe de l'Est étaient nomades et n'avaient pas de carte d'identité. Lors de la conférence à Copenhague en 1935, les États participant à Interpol appuyèrent l'initiative proposée par les représentants de la police allemande dominée par la SS concernant la création d'un « registre internationale des Roms » à Vienne<sup>1</sup>. Lorsque la domination nazie se propagea en Europe, l'enregistrement et l'identification des Roms devinrent la première étape de l'approche génocidaire. En 1941, le gouvernement croate, satellite des nazis, ordonna aux autorités locales de recenser les « Tsiganes » par âge, sexe et localisation géographique. La plupart finirent dans le camp de Jasenovac<sup>2</sup>. En juillet 1942, l'administration civile du *Reichskommissariat Ukraine*, qui rassemblait des territoires de l'Ukraine et de la Bielorussie actuelles, ordonna aux autorités locales d'enregistrer les Roms afin de préparer les violences de masse<sup>3</sup>.

La Seconde Guerre mondiale fut le désastre le plus grand jamais éprouvé par la population civile de Bielorussie et d'Ukraine. Plus de 2,2 des 10,5 millions de personnes (civils et militaires) furent tués en Bielorussie. Les victimes de guerre biélorusses étaient supérieures à celles de France et de Grande-Bretagne réunies. La population de Bielorussie a atteint son niveau d'avant-guerre dans le milieu des années 1970. Des milliers de Roms furent tués en 1941-1944 par les bourreaux nazis, les forces de l'Axe et la police auxiliaire locale, tués sur place et pratiquement jamais déportés dans les camps d'extermination. Tandis que la majorité ethnique slave de l'Est souffraient de pertes massives, deux minorités – les Juifs et les Roms – étaient physiquement exterminées de manière systématique

par les nazis. Les massacres de masse des Roms et des Juifs, reconnus en tant que génocide par la communauté internationale, différaient en nature des tueries des autres franges de la population. La notion de génocide a une définition légale stricte. La notion-clef pour une évaluation légale de la nature génocidaire d'un crime de masse est l'intention. L'extermination systématique des Roms et des Juifs par les nazis se retrouve dans le nombre très élevé de victimes pour une entière communauté ethnique<sup>4</sup>. Alors que la persécution des Roms en Europe occidentale occupée par les nazis a retenu une vive attention de la part des chercheurs, le génocide nazi des Roms soviétiques demeure un champ de recherche peu étudié. Cette étude se concentre sur l'identification et l'enregistrement des Roms entrepris en Ukraine et en Biélorussie occupées par les nazis et le rôle des recenseurs. L'influence du gouvernement soviétique d'avant-guerre, augurant de la situation de la communauté rom pendant la guerre, doit être prise en considération si l'on recherche des explications au génocide. Comme l'a souligné Bernhard Chiari, pour saisir la politique d'occupation nazie nous devons observer plus attentivement la structure ethnique d'avant-guerre et les changements de populations dans les zones ukrainiennes et biélorusses<sup>5</sup>.

En 2014, 113 sites d'extermination de masse de victimes roms ont été identifiés sur le territoire de l'Ukraine<sup>6</sup> et 27 en Biélorussie<sup>7</sup>. Cependant, à cause du manque de statistiques fiables il est impossible de fournir un chiffre exact des victimes du génocide. Le chiffre général des victimes roms du génocide nazi sur l'Europe entière varie entre 96 000 et 500 000<sup>8</sup>. Environ 30 000 d'entre eux furent tués sur les territoires de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie : autour de 20 000 périrent dans les frontières actuelles de l'Ukraine ; environ 3 000 en Biélorussie ; et à peu près 6 500 dans le nord-ouest de la Russie et dans le Caucase russe<sup>9</sup>. Comme l'a noté Mikhaïl Tyaglyy, ces estimations sont provisoires, uniquement basées sur les archives disponibles, et ne concernent souvent pas les Roms nomades<sup>10</sup>. Afin de clarifier cette question, cette étude va s'attacher à trouver combien de Roms se trouvaient sur les territoires de la Biélorussie et de l'Ukraine avant l'occupation nazie, et combien d'entre eux survécurent au génocide.

*Les questions de recherche incluses dans cette étude sont :*

Y avait-il une continuité entre l'enregistrement gouvernemental des Roms dans l'entre-deux-guerres et la période de guerre en Biélorussie et en Ukraine ?  
Combien de Roms se trouvaient sur les territoires de la Biélorussie et de l'Ukraine soviétiques en 1941 ?

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

Combien de Roms furent assassinés dans le cadre du génocide nazi en Ukraine et en Bielorussie ?

Quels facteurs gouvernementaux créés durant la période soviétique furent cruciaux pour la mort et la survie des Roms sous l'occupation nazie ?

Pourquoi l'enregistrement par les nazis ne se déroula pas sans heurts et toléra qu'une partie des Roms survivent au génocide ?

### Les Roms et la politique soviétique des nationalités et les réglementations de passeports

Dans l'Union soviétique de l'entre-deux-guerres, la majorité des Roms était nomade. Dans l'imaginaire soviétique, nomadisme et pauvreté distinguaient les Roms comme la minorité la plus « arriérée »<sup>11</sup>. Toutefois le but principal de la politique soviétique des nationalités envers les Roms était de les libérer des vestiges du passé tsariste pour se défaire du nomadisme et de « l'arriération », ce qui signifiait de les installer et de les développer sur le court terme au niveau supérieur d'une minorité plus avancée. Entre 1928 et 1938, plus de 250 publications en romani éhîb apparurent en Union soviétique. On y trouvait des manuels, des pamphlets politiques, des romans de fiction, de la littérature sur l'agriculture dans un kolkhoze et l'élevage du bétail<sup>12</sup>. Des magazines spéciaux parurent en langue romani dans les années 1920-1930, et le premier théâtre d'État du monde, Romen fut fondé à Moscou en 1931.

La nature dispersée du mode de vie nomade d'une large part de la population rom était un véritable souci pour les autorités soviétiques qui considéraient cela comme l'obstacle majeur en vue de transformations socialistes<sup>13</sup>. Les Roms nomades devraient être identifiés et ensuite installés dans des kolkhozes ethniques spécifiques où ils s'emploieraient à l'agriculture<sup>14</sup>. Un territoire autonome pour 35 000 Roms nomades fut prévu. Cependant les gouvernements régionaux d'Ukraine et de Bielorussie refusèrent de donner un espace pour une autonomie rom, arguant du manque de terres agricoles. La Sibérie occidentale, convenue

comme en 1934 pour être le foyer de l'autonomie rom, ne reçut pas le soutien des autorités centrales, convaincue que le climat froid n'était pas assez bien pour les Roms<sup>15</sup>. Mais l'autonomie rom nationale ne fut jamais mise en place en URSS. Parallèlement un certain nombre de territoires nationaux furent créés pour différents groupes nomades autochtones.

Avant la Seconde Guerre mondiale 52 kolkhozes roms furent installés sur le territoire de l'Ukraine<sup>16</sup> ; et 10 kolkhozes en Bielorussie<sup>17</sup>. Tandis que la

Passeport interne soviétique, publié à Kiev 1940. Le paragraphe 3 de la première page indique l'origine ethnique (« nationalité » en russe) du titulaire.





Roms — Les survivants du génocide par les nazi commémorent les membres de leur famille assassinés, Tchernihiv 1954, Collection privée de Natalia Zinevych.

collectivisation des paysans slaves reposait sur des actions violentes, la création de kolkhozes roms reçut un soutien économique de la part de l'État et une distribution libre de charges de l'équipement agricole nécessaire et des accessoires de maintenance. Généralement l'enregistrement des Roms nomades et leur concentration dans un village précédait l'établissement d'un kolkhoze. Mais de nombreux Roms nomades abandonnèrent les kolkhozes à cause d'une inaptitude à l'agriculture. Ce fut pour cette raison que plusieurs kolkhozes semi-roms furent instaurés par les autorités, avec une coopérative mixte entre Slaves et Roms<sup>18</sup>. Un programme de développement particulier fut mis en œuvre pour les Roms urbains sédentaires. Ils (surtout les *Kerderari*) furent invités à construire des coopératives urbaines d'artisanat. Les coopératives roms reçurent un soutien économique et les équipes dirigeantes furent instruites dans des cours spéciaux<sup>19</sup>.

Contrairement aux Juifs biélorusses et ukrainiens, les Roms n'étaient pas un groupe ethnique homogène. La communauté rom de Biélorussie était divisée en un certain nombre de sous-groupes – d'un point de vue dialectique et culturel. Les plus importants étaient les Roms biélorusses et polonais. Parmi les autres groupes de Roms biélorusses il y avait les *Kelderari*, les *Lipentsy*, les *Bezphanty*, les *Pinchuki*, les *Feldytka*, les *Siaki*, les *Mukany* et les *Berniki*. Il y avait des douzaines de sous-groupes de Roms en Ukraine, parlant différents dialectes roms et autres langues. Parmi eux se trouvaient les Roms ukrainiens *Seruy*, les Roms russes, les *Kelderari* roumains, les *Lovari* hongrois, les *Chingené* de Crimée et d'autres, divisés en zone de résidence/de voyage ou de pays d'origine. Divers groupes de

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

Roms biélorusses et ukrainiens étaient de confession orthodoxe, catholique, musulmane et protestante. À partir de ces informations on peut esquisser des conclusions importantes. Par exemple, les *Serby* purent survivre au génocide grâce à la solidarité entre les Ukrainiens ethniques et les Roms musulmans de Crimée en raison du soutien de la majorité Tatare. Les Roms catholiques polonais en Bielorussie et Ukraine occidentale purent être aidés par la minorité catholique polonaise.

### **Les recensements des Roms biélorusses et ukrainiens dans l'entre-deux-guerres**

La refonte administrative des Républiques ukrainienne et biélorusse se prépara avec la collecte de données concernant les nationalités. Le recensement soviétique de 1926 – le premier recensement complet dans l'histoire soviétique, incluant 188 catégories ethniques classées autour de plusieurs groupes linguistiques. Tous les sous-groupes de Roms, malgré leur dialecte d'origine, leur mode de vie et leur religion, furent inclus dans une catégorie établie « цыгане ». L'un des objectifs officiels était de « résoudre la question nationale » en cartographiant des zones de minorités compactes et en produisant des bases scientifiques à l'établissement d'une autonomie nationale<sup>20</sup>. Les recensements basés sur l'ethnicité et la cartographie des Roms étaient un outil pour les autorités destiné à la mise en œuvre de nouvelles politiques envers les nationalités. Le recensement était également requis pour définir clairement le « Tsigane nomade imprécis ».

Le recensement soviétique de 1926 comptait 48 411 Roms en URSS ; 13 578 d'entre eux vivaient en Ukraine et 2 198 en Bielorussie. Seuls 2 540 Roms en Ukraine et 168 en Bielorussie étaient des citoyens, l'absolue majorité des Roms étaient ruraux<sup>21</sup>. De plus, l'organisation rom non-gouvernementale, Union des Roms russes, estimait le nombre de Roms en Russie à quatre fois plus que ce qu'indiquait le recensement, soit environ 200 000 à la place de 48 500<sup>22</sup>. Le recensement comptait d'abord tous les résidents des villages roms dispersés comme de petites îles sur tout le territoire du pays. Les Roms nomades évitaient en général le contact avec les recenseurs, et les Roms sédentaires s'identifiaient souvent comme la majorité de la population. Le gouvernement soviétique reconnut un grand fossé entre les éléments statistiques du recensement de 1926 et le nombre réel de Roms. Cependant de nombreux activistes de l'Union rom de toutes les Russies furent recrutés pour être recenseurs. L'un d'eux était Alexander Grakhovsky ; il déménagea à la fin de l'année 1926 de Moscou à Minsk. Il était censé compter le nombre de Roms biélorusses avec l'aide du gouvernement du pays. Grakhovsky réussit seulement à trouver 108 familles de sédentaires et 36 familles de nomades

– au total 723 personnes, soit uniquement 32,8 % de ceux qui avaient été dénombrés lors du recensement de 1926<sup>23</sup>. Par conséquent un certain nombre de recensements régionaux supplémentaires concernant les Roms nomades fut organisé en 1932-1936 par les autorités locales et la police<sup>24</sup>. Sur la base du recensement de 1926, l'expert ukrainien en études roms Oleksei Barannikov calcula le nombre de Roms dans chaque district administratif d'Ukraine et leur pourcentage par rapport au reste de la population. Son livre, publié à mille exemplaires, était disponible pour les bourreaux nazis et leurs collaborateurs. L'ouvrage est un exemple remarquable de l'anti-tsiganisme scientifique<sup>25</sup>. Barannikov divisait les Roms en trois différents groupes, selon leur origine, leur statut social et leur intégration au sein de la société ukrainienne. Les Roms sédentaires, d'après l'auteur, appartenaient à une « tribu pure » de Roms ukrainiens – les *Servy*. Ils étaient bien intégrés dans la société ukrainienne, ils parlaient couramment l'ukrainien et avaient un « style de vie honorable ». Le groupe suivant était composé des Roms ukrainiens itinérants. Selon Barannikov, il y avait une grande opposition entre eux et les Roms sédentaires. L'expert avançait au gouvernement ukrainien l'idée d'établir tous les Roms itinérants dans les zones rurales afin de les intégrer à la majorité de la paysannerie<sup>26</sup>. Le dernier groupe – les Roms nomades non-Ukrainiens – était classé par l'auteur comme un groupe inférieur



Mémorial Roms du Génocide à Tchernihiv inauguré en 2009 sur le lieu du massacre, photo de Viktor Koshmal.

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

« asocial » et « génétiquement criminel », un « fardeau certain » pour la construction socialiste<sup>27</sup>. Il faut remarquer que quelques officiels allemands sur les territoires occupés de l'Ukraine prescrivirent eux aussi un traitement différent pour les Roms sédentaires et les Roms nomades<sup>28</sup>.

Le recensement de 1939 comptait 88 442 Roms en URSS : 10 433 d'entre eux en Ukraine, 2 064 en Crimée et 3 622 en Bielorussie. Dans un même temps 1 532 776 Juifs furent comptabilisés par les recenseurs en Ukraine et 375 092 Juifs en Bielorussie<sup>29</sup>. Le nombre de Roms nomades non identifiés par les recenseurs fut estimé par le gouvernement à 40 000-50 000 en Ukraine et 6 000 en Bielorussie<sup>30</sup>. Entre 10 000 et 12 000 Roms vivaient en Crimée selon le recensement local de 1936. Néanmoins la plupart d'entre eux s'identifièrent comme « Tatars » durant le recensement de 1939<sup>31</sup>. D'après le recensement de 1939, les Roms constituaient seulement 0,03 % des 30,95 millions de la population en Ukraine et 0,06 % de celle des 5,6 millions en Bielorussie. De plus, le recensement de 1939 ne prenait pas en compte les Roms nomades ainsi que la population rom d'Ukraine et de Bielorussie occidentale, alors polonaises ; celle de Bessarabie et de Bucovine roumaine – toutes ces régions incorporées à la fin de l'année 1939 et 1940. Les chiffres fournis par le recensement soviétique de 1939, avec les limites sus-mentionnées, étaient les seules données fiables et disponibles pour les nazis sur le sujet, et étaient probablement considérés comme les plus proches du nombre réel de Roms. Cependant le nombre insignifiant de Roms comptabilisés put être une raison au fait de différer « la solution finale à la question tsigane », qui eut lieu dans de nombreux endroits après la Shoah chronologiquement.

À partir de 1932 le gouvernement soviétique lança une *campagne de passeports*. Les citoyens de Staline ne devaient pas seulement être comptés mais aussi identifiés à travers la délivrance de passeports internes pour tous les citoyens adultes. En raison du manque de ressources la *campagne de passeports* progressa petit à petit en Bielorussie et en Ukraine. En premier lieu les passeports internes étaient délivrés aux habitants des grandes villes : Kharkiv, Minsk, Kiev et Odessa. Puis ils furent distribués pour la population des autres villes et des confins des districts. En 1940 la campagne de passeports commença sur les territoires occupés de la Pologne et de la Roumanie, où le passeport interne était obligatoire pour la population adulte urbaine et rurale. Le paragraphe 3 du passeport soviétique de l'entre-deux-guerres indiquait l'ethnicité de son détenteur<sup>32</sup>. En 1941 une part significative des Roms installés en Ukraine et en Bielorussie avaient des passeports internes indiquant leur origine ethnique. D'un côté les Roms citoyens avaient besoin de passeports internes depuis que ce document – avec la *propiska* – était obligatoire pour

obtenir un travail et des tickets de viande<sup>33</sup>. D'un autre, les Roms bilingues avaient la possibilité de s'identifier comme la majorité slave de la population. Les réglementations de passeports soviétiques jouèrent un rôle crucial dans la mort et la survie des Roms sédentaires dans le génocide.

### **Le pacte Molotov-Ribbentrop, les Roms et les changements de population pendant la guerre**

Afin de savoir combien de Roms furent victimes du génocide nazi en Bielorussie et en Ukraine, il est important de clarifier le nombre général de Roms se trouvant sur le territoire de ces deux républiques en 1941. En septembre 1939, l'Ukraine occidentale polonaise, avec son centre à Lviv, et la Bielorussie occidentale polonaise, dont le centre était Brest, furent annexées par l'URSS. Le gouvernement soviétique inclut tous les territoires polonais annexés aux RSS ukrainienne et biélorusse. La Transcarpatie était une province autonome de Tchécoslovaquie pendant l'entre-deux-guerres, dont la capitale était Ujgorod ; les langues administratives étaient l'ukrainien et le tchèque. En novembre 1938, en vertu du Premier arbitrage de Vienne – résultat des Accords de Munich – la Tchécoslovaquie céda la partie Sud de la Ruthénie subcarpatique à la Hongrie. Le 15 mars 1939 la Ruthénie subcarpatique proclama son indépendance en tant que Carpaties ukrainiennes mais fut rapidement occupée par la Hongrie. En 1944 le territoire des Carpaties ukrainiennes fut libéré par l'Armée rouge. Le 29 juin 1945, un traité fut signé entre la Tchécoslovaquie et l'URSS, cédant les Carpaties ukrainiennes à l'Ukraine. En 1940, face à un ultimatum du Kremlin, les territoires roumains de la Bucovine du Nord et de Bessarabie furent transférés à l'URSS. La majeure partie de ce territoire – à l'exception de la région d'Hertza) faisait partie de l'Empire russe avant 1917, et l'URSS n'avait jamais reconnu l'annexion roumaine de 1918. La Bucovine devint une région d'Ukraine ; la Bessarabie fut scindée en deux. Ainsi l'Est fut concédé à la RSS d'Ukraine, et l'Ouest forma avec la Moldavie autonome d'Ukraine une nouvelle République soviétique – la RSS de Moldavie. Finalement en 1954 la Crimée fut transférée de la gouvernance de la République socialiste fédérative de Russie à la RSS d'Ukraine. En conséquence du pacte Molotov-Ribbentrop et des changements de frontières pendant et après la guerre, les territoires de la Bielorussie et de l'Ukraine doublèrent et des milliers de Roms devinrent de nouveaux citoyens de l'URSS. Le territoire de la Bielorussie passa en 1939 de 127 à 235 km<sup>2</sup>, et sa population de 5,6 à 10,5 millions.

Le recensement en Tchécoslovaquie de 1930 comptabilisait 1 357 Roms en Ruthénie subcarpathique<sup>34</sup>. Ce nombre fut cependant questionné par les experts locaux contemporains, affirmant que la Ruthénie

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

Monument  
du génocide  
Rom et Juif  
sur la fosse  
commune  
de Pyriatyn  
(région de  
Poltava),  
photo  
d'Andrej  
Kotljarchuk.



même temps, le bureau régional des impôts a listé 25 720 Roms dans cette région<sup>36</sup>. Le recensement tchèque de 2011 a compté 13 150 Roms. Néanmoins le gouvernement a estimé que le nombre réel de Roms dans le pays variait entre 150 000 et 300 000 individus<sup>37</sup>. Le recensement polonais de 1931 en comptabilisait 14 000 dans le pays. La Galicie et Volhynie polono-ukrainiennes ainsi que la Polésie ukraino-biélorusse étaient les principales aires géographiques des Roms en Pologne. La ville biélorusse de Mir était depuis 1778 la résidence du « Roi des Tsiganes », qui administrait la communauté rom. D'après Jerzy Ficowski, il serait plus pertinent d'au moins doubler le nombre de Roms en Pologne avant la guerre. À la fin des années 1930 des milliers de Roms gagnèrent la Pologne depuis la Roumanie et la Hongrie<sup>38</sup>. En 1939, des quelques 40 000 Roms polonais autour de 20 000 d'entre eux vivaient dans les zones biélorusses et ukrainiennes.

En 1918, les Roms de Bessarabie et de Bucovine devinrent des citoyens de la Grande Roumanie. Lors du recensement roumain de 1930, 262 501 personnes se déclarèrent elles-mêmes Roms, soit 1,5 % de la population totale du pays. 13 518 Roms furent ainsi enregistrés par les recenseurs en Bessarabie, et 2 164 en Bucovine<sup>39</sup>. Le nombre réel de Roms en Roumanie était plus élevé et plusieurs chiffres peuvent être avancés. Martin Block calcula qu'il y avait entre 350 000 et 400 000 Roms en Roumanie. Ion Chelcea estima le nombre de Roms au double de celui fourni par le recensement : environ 525 000 plutôt que 262 000<sup>40</sup>. Cela signifie que le nombre vraisemblable de Roms en Bessarabie et en Bucovine était de 30 000 à l'époque.

Pour combiner les résultats du recensement soviétique de 1939 avec les données de ceux de Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie, il est possible de définir un nombre minimal de Roms présents avant-guerre sur les territoires actuels de Biélorussie et d'Ukraine, à savoir 40 168 individus. En prenant en considération les estimations gouvernementales sur les nomades et l'estimation des experts on peut avancer qu'au moins 123 500 Roms se trouvaient en 1941 sur les territoires actuels d'Ukraine et de Biélorussie. Il faut noter que l'Ukraine était une aire traditionnelle de

subcarpathique avait au moins 4 000 Roms<sup>35</sup>. Les données officielles et le nombre réel de Roms peuvent différer considérablement. Par exemple, le recensement ukrainien de 2001 a compté 14 000 Roms dans l'oblast de Transcarpatie (ancienne province tchécoslovaque). Dans un

séjours estivaux pour les Roms de Russie<sup>41</sup> ; et que la majorité des Roms non locaux furent déportés pendant la guerre vers l'Ukraine et la Bielorussie. Quand les Roms non-bielorusses et non-ukrainiens sont pris en compte, le nombre final peut être encore plus grand.

### **La Seconde Guerre mondiale, l'enregistrement nazi des Roms et le génocide**

En 1941-1944 l'Allemagne nazie et ses alliés occupèrent et contrôlèrent l'intégralité des territoires de l'Ukraine et de la Bielorussie – deux républiques au sein de l'URSS qui avait préservé un haut degré d'autonomie intérieure avant la guerre. L'Ukraine fut divisée en quatre zones d'occupation. La majeure partie de son territoire devint une part de la zone d'administration civile le *Reichskommissariat Ukraine* (RKU), incluant aussi les régions bielorusses de Brest, Pinsk, Mazyr et Homiel. Le centre administratif du RKU était Rivne, et non Kiev. L'Ukraine occidentale formait le *Distrikt Galizien* du *Generalgouvernement* (le district Galicie du Gouvernement général). La partie orientale de l'Ukraine appartenait à la zone militaire nazie de la Wehrmacht. La Transcarpatie était occupée par la Hongrie qui l'administra jusqu'en 1944. Les régions d'Odessa et de Mykolaïev de l'Ukraine soviétique, la « Transnistrie », le Nord de la Bucovine et la Bessarabie furent occupées et administrées de 1941 à 1944 par la Roumanie. Enfin, la Crimée (*Generalbezirk Krim*) appartenait formellement au RKU mais devait être incorporée à la Grande Allemagne après la guerre.

Le territoire de la Bielorussie était aussi divisé en quatre zones d'occupation. La plus grande partie, qui incluait les territoires anciennement polonais et la zone centrale de la RSS de Bielorussie avec sa capitale Minsk, formait le district général de Bielorussie (*Generalbezirk Weissruthenien*, ou GW). La partie Sud de la Bielorussie fut administrée par le RKU de 1941 à 1944, mais en mars 1944 elle fut transférée au GW. Les régions de Hrodna et de Bialystok de la RSS de Bielorussie furent incorporées au Troisième Reich. La partie orientale de la Bielorussie soviétique fut placée sous administration militaire de la Wehrmacht. La nature et les dynamiques de la persécution des Roms en Ukraine et en Bielorussie furent différentes dans ces zones distinctes.

Appréhender les roulottes des Roms nomades, vêtus de vêtements et de bijoux traditionnels n'était guère un problème pour les bourreaux nazis. Les Roms nomades étaient régulièrement exécutés quand ils étaient arrêtés<sup>42</sup>. Un nombre significatif de Roms nomades fut tués et leurs sites d'exécution resteront inconnus pour toujours. Souvent les rares témoins de ces crimes étaient les exécuteurs eux-mêmes<sup>43</sup>. Par exemple, en décembre 1966, le département régional du KGB à Homiel arrêta

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

d'anciens policiers du 724<sup>e</sup> détachement de la *Gebeime Feldpolizei* 724. Le groupe opérait sur le territoire biélorusse. Durant l'enquête, les complices des pouvoirs d'occupation indiquèrent un site inconnu de Roms dans une forêt près du village de Slabodka<sup>44</sup>.

La tâche la plus difficile pour les nazis était de trouver les Roms sédentaires, notamment ceux qui vivaient avec la majorité slave dans les villages et les villes. Par exemple, les *Servy* avaient des noms ukrainiens, parlaient l'ukrainien couramment et étaient très bien intégrés dans la société ukrainienne. La situation était identique pour les Roms biélorusses et polonais en Biélorussie. Les Roms installés appartenaient aux confessions religieuses de la majorité de la population locale (orthodoxe, catholique, musulmane). C'est pourquoi, contrairement à ce qui s'est passé pour les Juifs, les registres religieux étaient inutiles pour les nazis pour déterminer l'origine rom de la population sédentaire. En raison de leur maîtrise courante de l'ukrainien, du biélorusse et/ou du polonais (dans les zones occidentales) et de leur morphologie physique typique de nombreux Ukrainiens, les Roms sédentaires pouvaient aisément se prétendre Ukrainiens, passer les contrôles au faciès et survivre<sup>45</sup>. Aussi l'enregistrement des Roms sédentaires était essentiel pour les nazis afin de préparer le génocide.

Chaque kolkhoze rom et coopérative urbaine d'artisanat avait une liste des membres, disponible aux bourreaux allemands pendant la guerre. La population rom et demi-rom des kolkhozes et des coopératives d'artisanat avait, conformément à la règle, un territoire compact cartographié par les autorités soviétiques. C'est ainsi que les kolkhozes et les coopératives roms firent partie des groupes de victimes les plus faciles à repérer pour les exécuteurs. Pratiquement tous les kolkhozes roms d'Ukraine et de Biélorussie furent détruits par les nazis et leur population tuée<sup>46</sup>. Dans la seule Crimée les nazis exterminèrent les populations de quinze kolkhozes roms ou demi-roms<sup>47</sup>.

En 1939 les autorités biélorusses mirent en place un ensemble rom de chansons et de danses folkloriques à Baranovitchi. Il est plus que probable que ces artistes furent parmi les victimes du massacre des Roms de Baranovitchi le 7 juillet 1942<sup>48</sup>. Les travailleurs des coopératives d'artisanat rom furent exterminés par les nazis à Kiev, Simferopol, Feodosia, Evpatoria, Kharkiv et Donetsk<sup>49</sup>. Les habitants de trois caravanes venues de Kourenivka furent exécutées dans les premiers jours de l'occupation à Babi Yar<sup>50</sup>. Les archives de la ville de Kiev apportent un possible éclairage sur cette tragédie. Kourenivka, située à Kiev dans les environs de Babi Yar, était depuis 1937 un centre de la coopérative d'artisanat rom *Trudnatsmen*. La manufacture, qui produisait des barrières en métal et des fûts,

regroupait 27 familles de Roms. Les autorités de Kiev leur accordèrent des logements dans un ancien bâtiment du NKVD à Kourenivka. La liste des 150 membres fut établie et des passeports internes furent remis aux adultes<sup>51</sup>. Il est fort probable que ces gens furent les premières victimes du génocide nazi des Roms sur le territoire de l'URSS.

En règle générale le recensement nazi précédait les tueries massives. Malheureusement des Roms qui avaient été régulièrement comptés par les autorités soviétiques centrales et locales se rendirent de leur plein gré dans les bureaux de recensement nazis. Le 10 juin 1942, le chef de la police de sécurité (SD) à Tchernihiv, Theodor Christensen, publia un ordre en ukrainien et en russe concernant « la résidence des Tsiganes ». Tous les Roms de Tchernihiv et des environs devaient se rendre au poste de police le plus proche pour être enregistrés. La raison avancée pour cela était « positive » - un déplacement prochain<sup>52</sup>. Plus de 1 000 individus qui étaient allés aux bureaux d'enregistrement à Tchernihiv furent d'abord envoyés en prison puis fusillés dans la banlieue Astra<sup>53</sup>. La stratégie exterminatrice des exécuteurs nazis était similaire à celle menée contre les Juifs. Les Juifs de Kiev n'avaient présenté aucune résistance avant le massacre de Babi Yar les 29 et 30 septembre 1941 parce qu'ils avaient cru jusqu'à la dernière minute qu'ils allaient être déplacés<sup>54</sup>. Les Roms de Tchernihiv crurent qu'ils allaient être envoyés par les nazis en Serbie, et les Roms de Kherson en



Des Roms ukrainiens derrière la première pierre du mémorial dédié aux victimes du massacre de Babi Yar, Journée internationale de commémoration du génocide Roms, 2 août 2012, Kiev, Photo par Andrej Kotljarchuk.

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

Roumanie<sup>55</sup>. Les Roms sédentaires de Pyriatyn (région de Poltava) furent exterminés sur le chemin menant à la gare de Grebenka<sup>56</sup>.

Dix Roms furent enregistrés le 10 décembre 1941 par le bureau de statistiques nazi à Feodosia<sup>57</sup>. Quelques jours plus tard tous – y compris six enfants – furent fusillés par l'*Einsatzkommando 10b* dirigé par Alois Persterer<sup>58</sup>. Il y avait en fait davantage de Roms à Feodosia. Le recensement local de 1936 comptait 139 Roms dans la ville. Cependant la majorité d'entre eux étaient musulmans et préférèrent s'enregistrer comme Tatars lors du recensement de 1939. La situation à Feodosia était typique d'autres villes de Crimée<sup>59</sup>. Les régulations de passeports soviétiques et la stratégie de la communauté rom permirent à beaucoup de gens d'échapper aux exécutions entreprises par les nazis. Dans les régions rurales de Crimée, l'enregistrement de la population rom musulmane fut engagé en 1941. Mikhail Tyaglyy a fourni la preuve de la large participation des recenseurs locaux dans l'enregistrement et leur rôle crucial dans la mort et la survie des Roms<sup>60</sup>. À Evpatoria, Djankoï et Feodosia l'enregistrement local précéda le génocide. Cependant, à Bakhtchissaraï, les recenseurs locaux convainquirent les nazis qu'il n'y avait pas de « Tsiganes » dans leur ville et que toutes les personnes suspectées étaient des Tatars<sup>61</sup>.

En tout, 53,7 % de ceux qui se sont enregistrés lors du recensement d'avant-guerre – soit 1 109 Roms – survécurent au génocide. Le nombre de survivants est connu en raison de la déportation soviétique des Tatars de Crimée. En 1944, après la libération de la Crimée, les Roms furent déportés de la péninsule jusqu'en Asie centrale, en tant que sous-groupe culturel de la nation tatar accusée, à son tour, de « collaboration active avec les envahisseurs allemands<sup>62</sup> ». Un large nombre de Roms de Crimée ont survécu au génocide nazi grâce à la solidarité des recenseurs tatars<sup>63</sup>. De nombreux Roms citadins ont survécu également pour de simples raisons administratives. L'origine ethnique tatar, spécifiée sur les passeports soviétiques, était un moyen de dissimuler l'origine rom, en prétendant être Tatar.

Le 11 juin 1942 le ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est a dépêché une enquête auprès du RKU et du GW concernant la planification « d'un traitement futur pour les Tsiganes sur les territoires occupés de l'Est ». Afin de préparer ces mesures un inventaire devait être établi. En particulier Otto Bräutigam a réclamé des informations sur l'implantation de Roms, leur mode de vie (« sédentaires ou itinérants ») et leur race « pure ou mixe »<sup>64</sup>. Les archives disponibles indiquent que l'enregistrement a été lancé dans le RU en juillet 1942. Les autorités locales de Vysotsk en Volhynie ont envoyé un questionnaire dans les administrations villageoises qu'elles devaient leur remettre dans les cinq jours<sup>65</sup>. Il contenait dix questions concernant le nom, la résidence, la propriété foncière, la profession et la race (« pure ou mixe »). D'après les archives, tous les chefs des villages ont

répondi qu'il n'y avait pas un seul Rom dans leurs terres<sup>66</sup>. Le sabotage du questionnaire nazi par les recenseurs et la solidarité de la majorité slave ont contribué à la survie de nombreux Roms<sup>67</sup>.

Pendant la guerre, la déportation des Roms roumains vers l'Ukraine par le régime d'Antonescu a également été préparée au moyen d'une campagne massive d'enregistrement. Le recensement à grande échelle mené par la gendarmerie et la police à travers toute la Roumanie en mai 1942 a servi de base pour la sélection de ceux qui devaient être déportés. Ainsi, environ 25 000 Roms nomades et « asociaux » furent arrêtés puis déportés dans la zone d'occupation roumaine. En Ukraine, les personnes déportées ont fait l'objet d'un nouvel enregistrement et d'un processus d'identification, visant à empêcher la fuite de Roms en exil<sup>68</sup>. Environ 11 000 d'entre eux sont morts de famine en 1942-1943<sup>69</sup>. 800 Sinti, enregistrés en Prusse orientale, ont été déportés en novembre 1942 à Brest, en Bielorussie, où un *Zigeunerlager* avait été ouvert sur le terrain d'un ancien camp de prisonniers de guerre. En février 1943, les Sinti ont été à nouveau recensés et ont déménagé dans l'ancien ghetto juif. En avril 1944 ceux qui avaient survécu à l'hiver ont été rassemblés et transportés de la gare de Brest jusqu'à Auschwitz-Birkenau<sup>70</sup>.

Il ne fait pas de doute que les Roms ont subi des persécutions dans la zone d'occupation hongroise. Cependant, les Roms de Ruthénie subcarpatique n'ont jamais été déportés dans les camps d'extermination en Pologne. Les autorités hongroises ont privilégié l'internement des Roms dans des camps de travail locaux, pour des raisons économiques<sup>71</sup>. Au même moment des centaines de Roms non originaires des Carpates subcarpatiques étaient comptés, identifiés et déportés des Carpates subcarpatiques par la police hongroise jusqu'à la zone d'occupation allemande puis exécutés à Kamyanets-Podilsky<sup>72</sup>. En dépit du recensement de 1942 des Roms de Lviv, la plupart d'entre eux ont survécu à la Seconde Guerre mondiale. D'un autre côté il n'y a eu aucune différence d'ampleur dans le génocide entre la zone civile et la zone militaire du district général de Bielorussie<sup>73</sup>. De plus, l'ampleur et la dynamique de la persécution des Roms variaient dans différentes zones d'occupation, dépendant des autorités locales et des recenseurs, de la situation avec la communauté rom et de la réaction de la majorité de la population.

### Combien ?

D'après Vladimir Kalinin, environ 40 % de la population rom d'avant-guerre en Bielorussie a été tuée par les nazis, et donc 60 % a survécu au génocide. Jerzy Filicowski et Czeław Łuczak pensent qu'environ 50 % des Roms polonais ont survécu au génocide<sup>74</sup>. La proportion de

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

victimes et de survivants parmi les Roms de Crimée enregistrés était d'à peu près 50/50. Le premier recensement soviétique d'après-guerre en 1959 – qui a eu lieu trois ans après la sédentarisation forcée de tous les Roms nomades – comptait 22 515 Roms en Ukraine et 4 662 en Bielorussie, soit 27 177 au total<sup>75</sup>. Cela signifie qu'une part considérable des Roms en Ukraine et en Bielorussie ont survécu au génocide nazi. Si on accepte le chiffre minimum de Roms (40 168) en Bielorussie et en Ukraine avant 1941 et 40 % des pertes humaines dans le génocide, on peut estimer le nombre total de victimes du génocide rom à 16 000. En ajoutant à cela les 11 000 Roms de Roumanie qui sont morts en exil en Ukraine, le nombre minimum de victimes du génocide rom en Ukraine et en Bielorussie atteint 26 000 personnes. Si on prend comme référence les estimations d'avant-guerre des experts (123 500 individus) ainsi que le pourcentage de 50 % de la proportion victimes/survivants, le nombre général des victimes du génocide grimpe à 62 000. Dans ce cas, avec les Roms roumains, le nombre final des victimes roms du génocide en Bielorussie et en Ukraine atteint les 72 000 personnes.

### Conclusion

L'étude démontre la complexité du génocide nazi à l'encontre des Roms. L'enregistrement des Roms par l'administration collaboratrice a contribué à l'ampleur des tueries massives. Parallèlement quelques régulations spécifiques des passeports soviétiques et la solidarité des recenseurs locaux ont contribué à la survie de nombreux Roms.

Au cours des recensements d'avant-guerre les données générales ont été collectées et tout l'éventail des catégories ethniques des divers groupes de Roms a été construit. Hélas ces données ont été disponibles pour les bourreaux nazis. De nombreux États dans l'entre-deux-guerres ont collectés des données pour la surveillance intérieure des minorités « problématiques ». Cela a eu lieu aux États-Unis avec les Juifs nés à l'étranger, même chose pour les Roms et les gens du voyage en Suède<sup>76</sup>.

Toutefois, si dans les pays démocratiques une telle politique entraîne la discrimination et l'exclusion d'une certaine minorité, dans les États totalitaires (l'Allemagne nazie, la Roumanie, l'URSS) la collecte de données ethniques et la régulation des passeports sont devenues en temps de guerre le point de départ pour les déportations et les massacres.

Mémorial roms de l'Holocauste à Kaldychava (Biélorussie) avec des inscriptions en romani, biélorusse, polonais et russe, The Journal of Belarusian Studies.



L'holocauste des Roms par les nazis, les forces de l'Axe et leurs collaborateurs s'est inscrit dans le champ de la Convention internationale sur la prévention et la répression du crime de génocide. Cela s'est basé sur un recensement systématique sur le long terme et sur des enquêtes biologiques raciales et anthropologiques sur les Roms par des experts qui ont alors proposé diverses mesures de force pour régler le « problème ». Les tueries massives de Roms nomades étaient souvent expliquées par les bourreaux par leur « mode de vie asocial » ou leur « contact avec les partisans soviétiques »<sup>77</sup>. L'extermination massive des Roms sédentaires en Ukraine et en Biélorussie était fondée exclusivement sur des raisons raciales, ce qui a amplifié la nature génocidaire des massacres. D'une part les événements tragiques de la Seconde Guerre mondiale ont contribué à accentuer la profonde méfiance des Roms à l'égard des autorités officielles. D'autre part la mémoire du génocide a le potentiel d'unifier les différents groupes de Roms, mobilisant leur mouvement culturel et politique. Le génocide nazi est déjà la pierre angulaire de la mémoire collective des Roms<sup>78</sup>.

### Notes

1. Regula, Ludi, « Swiss policy towards Roma and Sinti Refugees from National Socialism : Defensive Walls Instead of Asylum » in Donald Kenrick (éd.), *The Gypsies during the Second World War*, vol. 3 : *The Final Chapter*. Hatfield : University of Hertfordshire Press, 2006, p. 119-132.
2. Korb, Alexander, « Ustaša Mass Violence against Gypsies in Croatia, 1941-1942 », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, éd. by Anton Weiss-Wendt, New York-Oxford, 2013, p. 72-95.
3. Tyaglyy, Mikhaïl, « Nakazaiu pereslaty spyski tsyhan », *Holocaust i suchasnist'*, vol. 1 : 9, 2011, p. 101-122.
4. Kotljarchuk, Andrej, « World War II Memory Politics : Jewish, Polish and Roma Minorities of Belarus », *The Journal of Belarusian Studies*. 2013 : 1, p. 7-40.
5. Chiari, Bernhard, *Alltag hinter der Front : Besatzung, Kollaboration und Widerstand in Weissrussland 1941-1944*, Düsseldorf : Droste, 1998, p. 22-29.
6. *Peresleduvannia ta vbiyvstva romiv na terenakh Ukrainy u chasi druhoi svitovoi viini. Zbirnik dokumentiv ta spohadiv*. Ed. by Mikhaïl Tyaglyy. Kyiv : Ukrainian Center for Genocide Studies, 2013, app. 2.
7. Kotljarchuk, Andrej « Palityka pamiaci u suchasnai Belarusi. Memaryialy druhoi susvetnai vainy i etnichnyia menshastsi krainy », *ARCHE*, 2013 : 2, p. 173-194, app. 1.
8. *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, éd. Anton Weiss-Wendt. The Berghahn series « Studies on War and Genocide » : New York-Oxford, Vol. 17, 2013, p.1.
9. Gerlach, Christian, *Kalkulierte Morde. Die Deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weissrussland 1941 bis 1944*, Hamburg : Hamburger Edition, 1999, p. 1063 ; Kotljarchuk, Andrej « Palityka pamiaci u suchasnai Belarusi. Memaryialy druhoi susvetnai vainy i etnichnyia menshastsi krainy », p.184-185.
10. Tyaglyy Mikhaïl (2013) « Nazi occupational policies and the mass murder of the Roma

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

- in Ukraine », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, p. 146-147.
11. Keeffe, Brigid, « 'Backward Gypsies', Soviet Citizens : The All-Russian Gypsy Union, 1925–28 », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 11 : 2, 2010, p. 298-299.
  12. *Romano Katalogo. Spisok izdaniï na tsyganskom yazyke 1928-1938 gg. kbraniashchikhsia v Rossiiskoi gosudarstvennoi biblioteke* (2014). éd. M. D'iachok & V. Shapoval. Moskva.
  13. Kilin, A. P., « Politika perevoda tsygan na osedlyi obraz zhizni. Proplemy realizatsii, 1926-1937 », *Dokument, arhiv, istoria, sbornik nauchnykh trudov*, Ekaterinburg, 2005, p. 187-226.
  14. Belikov, Oleksandr, « Derzhavna politika stosovno tsygan Ukrainy : istoria i suchasnist », *Naukovi zapiski. Zbirnik prats molodikh vchenikh ta aspirantiv*, vol. 15, 2008, p. 24-56 ; Rozovik, Olesia, « Zaluchennia tsihan do osilosti, hromads'koi i kul'turno-osvitnoi roboti u 1920-kh rokach », *Etnichna istoria narodiv Evropy*, vol. 35, 2011, p. 68-72 ; Kucherenko A. P., « Tsihani v migratsiinomu protsesi Krimu 1930-kh rokiv », *Kultura narodov Prichernomor'ia*, vol. 177, 2010, p. 208-210.
  15. Kilin, A. P., *op. cit.*, 213-214.
  16. Belikov, Oleksandr, *op. cit.*, p. 35-36.
  17. Kalinin, Valdemar, *Zagadka baltiiskikh tsygan*, Minsk : Logvinov, 2005, p. 89-90.
  18. Kilin, A. P., *op.cit.*, p. 207-208.
  19. Belikov, Oleksandr, *op. cit.*, p. 36.
  20. Blum, A. & Mespoulet, M. *L'anarchie bureaucratique. Pouvoir et statistique sous Staline*. Paris : Découverte, 2003, 204-211.
  21. Calcul d'après le recensement soviétique de 1926, <http://demoscope.ru>, accès du 30 octobre 2014.
  22. Keeffe, Brigid, *op. cit.*, p. 307.
  23. Etenko, Larisa, « Privetstvuiu tebia tsygan », *Neman*, vol.2, 1999, p. 125.
  24. Kucherenko, A. P., *op.cit* ; Kilin, A. P., *op.cit.*
  25. Baranikov, Oleksei, *Ukrainski tsiyani*. Kharkiv : All-Ukrainian Academy of Sciences, 1931.
  26. Baranikov, Oleksei, *op. cit.*, p. 52-53.
  27. Baranikov, Oleksei, *op. cit.*, p. 26-36.
  28. Tyaglyy, Mikhail, « Were the 'Chingené' Victims of the Holocaust ? : Nazi Policy Toward the Crimean Roma, 1941–1944 », *Holocaust and Genocide Studies* 23 : 1, 2009, p. 28.
  29. Calculé d'après le recensement soviétique de 1939, <http://demoscope.ru>, accès du 30 octobre 2014.
  30. Rozovik, *op. cit.*, p. 69.
  31. Kucherenko, *op. cit.*, p. 209-210.
  32. Tarasov, Aleksandr, *Pasportnaya sistema i pasportnyi rezhim v sovetskom gosudarstve*. Unpublished PhD thesis. Moscow: Moskovski universitet MVD, 2005, p. 76-95.
  33. Belikov, *op. cit.*, p. 39.
  34. *Rapports de l'Office de statistique de la République tchécoslovaque*, Praha, vol. 11. 1930, p. 1360-1361.
  35. « Cikánská škola v Užhorodě », *Lidové noviny*, Ročník 35, 5.4.1927, p. 1.
  36. *Materialy mizhnarodnoi tsyhanoznavchoi konferentsii Romy Ukrainy iz minulogo v maibutne*, Kyiv, 2008, p. 13.
  36. Schuster, Michal, « Rómské děti a školní vzdělávání v meziválečném Československu

- a v Protektorátu Čechy a Morava, 1918-1945”, *Mít své místo*. Praha : Institut Tereziánské iniciativy, 2014.
37. Gawryszewski, Andrzej, *Ludność Polski w XX wiek*, Warsaw, 2005, p. 314-315.
38. Achim, Viorel, *The Roma in Romanian history*, Central European University Press, Budapest, 2004, p. 145-146.
40. *Ibid.*
41. Kotljarchuk, Andrej, « The Nazi genocide of Roma on the territory of occupied Ukraine : the role of Soviet path dependency in the contemporary politics of memory » *Holocaust i suchasnist'*, 2014 : 1.
42. Lewy, Guenter, *The Nazi Persecution of the Gypsies*. New York and Oxford : Oxford University Press, 2000, p. 126-127.
43. Bessonov, Nikolai & Demeter, Nadezha *Istoriia tsygan : novyi vzgliad*, Voronezh, 2000, p. 217.
44. Kotljarchuk, Andrej, « World War II Memory Politics : Jewish, Polish and Roma Minorities of Belarus », p. 21.
45. Bessonov, Nikolai Tsygane SSSR v okkupatsii. Strategii vyzhivaniia, *Holocaust i suchasnist'*, vol. 2 : 6, 2009, p. 17-52.
46. Ventsel, T. V., « Tsygane », *Sovetskaya Istoricheskaia Entsiklopedia*, vol. 15, Moskva, 1974, p. 787-790.
47. Calculé sur la base de : *Peresleduvannia ta vbinstva romiv, app. 2.*
48. Biessonov, Nikolaj, « Nazistowskie ludobójstwo Cyganów na Białorusi », *Studia Romologica*, vol. 3, 2010, p. 21.
49. Donetsk : until 1961 Stalino.
50. Levitas, Ilya, « Nerazgadannye tainy Bab'ego Yara », *Evreiskie vesti*, 1993, p. 17-18.
51. Archives d'État de la ville de Kiev (DAMK), fond R-1, opis 1, sprava 10715, list 1-28.
52. *Peresleduvannia ta vbinstva romiv*, p. 28-29.
53. Holler, Martin, *Der nationalsozialistische Völkermord an den Roma in der besetzten Sowjetunion (1941–1944)*. Heidelberg, 2009, p. 70-74 ; Kruglov, Alexander (2009) « Genocide tsygan v Ukraine 1941-1944 : statistiko-regional'nyi aspect », *Holocaust i suchasnist'*, vol. 2 : 16, 2009, p. 92-93.
54. *Atrocities, Massacres, and War Crimes : An Encyclopedia*, Ed. Alexander Mikaberidze, ABC-CLIO, Santa Barbara, Calif, 2013, p. 50-51.
55. Tarnavsky, I. A., « Antitsihanska politika nazistskoi Nimechchiny ta ii souzchnikov na okupovanii teritorii Ukrainy », *Novy storinky istorii Donbassu. Zbirnik statei*. Donetsk, 2011, p. 137.
56. *Pirohova Levada. Narysy*. Kyiv : Prosvita, 2012, p. 80-83.
57. *Peresleduvannia ta vbinstva romiv*, p. 197-198.
58. *Ibid.*
59. Kucherenko, *op. cit.*, p. 208-210.
60. Tyaglyy, Mikhail, « Were the 'Chingene' Victims of the Holocaust ? »
61. Tyaglyy, Mikhail, « Nazistowska polityka okupacyjna i losy Cyganów na Ukrainie : biale plamy i obszary dalszych badań », *Studia Romologica*, vol. 3, 2010, p. 53-57.
62. Bugai N. F., *Deportastija narodov Kryma*. Moskva, 2002, p. 114.
63. Tyaglyy, 2010, *op.cit.*, p. 57 ; Tyaglyy 2013, *op.cit.*, p. 135-138.
64. Lewy, *op. cit.*, p. 125.

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

La croix du souvenir érigée en 2011 à Vilshanka (Loubny) sur la fosse commune du génocide Rom par les Cosaques ukrainiens, photo d'Andrej Kotljarchuk.



*History, Memory, Representations*, Lviv : Center for Urban History of East Central Europe, September 13-14, 2013.

71. Ofitsinsky, Roman, « Romi i prymusova prats ana Zakarpatti 1939-1944 », *Romologia : istoria ta suchasnist'*, Uzhhorod : Lira, 2013, p. 76-82.
72. Tarnavsky, *op. cit.*, p. 144.
73. Holler, Martin, « The Nazi persecution of Rom in northwestern Russia : the operational area of the army group North, 1941-1944 », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, éd. Anton Weiss-Wendt, New York-Oxford, 2013, p. 171-173.
74. Ficowski, Jerzy, *Cyganie w Polsce. Dziejże i obyczaje*, Warszawa : Interpress, 1989, p. 47 ; Łuczak, Czesław, *Polska i Polacy w drugiej wojnie światowej*, Poznań, 1993, p. 133.
75. On 5 October 1956, an edict of the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR « On Engagement in Work of Nomadic Gypsies » was introduced. The edict provided for criminal prosecution of those who continued to be vagabonds. Police had an obligation to stop and register all camping Roma. The local authorities had an obligation to provide Roma with housing and jobs.
76. Kotljarchuk, Andrej, « Second World War and the Registration of Roma in Ukraine and Sweden : The Role of Collected Data, Experts and Census Takers », document inédit présenté au symposium *New research on Roma and the Holocaust*, United States Holocaust Memorial Museum in Washington, September 14-18, 2014.
77. Fridman, Alexander, « Neviadomy genocide. Znishchenne bielaruskikh tsyhanou 1941-44 », *ARCHE* 2004 : 2, p. 1-13.
78. Kapralski, Slawomir, « Symbols and Rituals in the Mobilisation of the Romani National Ideal », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 12 : 1, 2012, p. 64-81.

65. Tyaglyy, Mikhail, « Nakazaiu pereslaty spyski tsyhan » , *Holocaust i suchasnist'*, , vol. 1 : 9, 2011, p. 101-122.

66. *Peresleduvannia ta vbivstva romiv*, p. 30-41.

67. Bessonov, 2009, *op. cit.*

68. *Romi u Transnistrii (1941-1944) : arkhivni dokumenti*, Odesa, 2011, doc. 9.

69. Solonari, Vladimir, « Ethnic Cleansing or “Crime Prevention” ? Deportation of Romanian Roma », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, Ed. Anton Weiss-Wendt. New York-Oxford, 2013, p. 115.

70. Holler, Martin, « The Nazi Deportation of East Prussian Sinti to the Reichskommissariat Ukraine », document inédit présenté au séminaire *Roma Genocide in Ukraine 1941-1944 :*

## Bibliographie

- Achim, Viorel, « The Antonescu Government's Policy towards the Gypsies », *The Holocaust in Romania : History and Contemporary Significance*, Bucharest, 2003, p. 55-60.
- Achim, Viorel, *The Roma in Romanian history*, Central European University Press, Budapest, 2004.
- Atrocities, Massacres, and War Crimes : An Encyclopedia*, Ed. Alexander Mikaberidze, ABC-CLIO, Santa Barbara, Calif, 2013.
- Baranikov, Oleksei, *Ukrainski tsigani*. Kharkiv : All-Ukrainian Academy of Sciences, 1931.
- Belikov, Oleksandr, « Derzhavna politika stosovno tsygan Ukrainy : istoria i suchasnist », *Naukovi zapiski. Zbirnik prats molodikh vchenikh ta aspirantiv*, vol. 15, 2008, p. 24-56.
- Belikov, Oleksandr « Derzhavna politika stosovno tsygan Ukrainy : istoria i suchasnist », *Naukovi zapiski. Zbirnik prats molodikh vchenikh ta aspirantiv*, vol. 15, 2008, p. 24-56.
- Bessonov, Nikolai & Demeter, Nadezha *Istoriia tsygan : novyi vzgliad*, Voronezh, 2000.
- Bessonov, Nikolai Tsygane SSSR v okkupatsii. Strategii vyzhivaniia, *Holocaust i suchasnist'*, vol. 2 : 6, 2009, p. 17-52.
- Biessonov, Nikolai, « Nazistowskie ludobójstwo Cyganów na Białorusi », *Studia Romologica*, vol. 3, 2010, p. 21-40.
- Blum, A. & Mespoulet, M. *L'anarchie bureaucratique. Pouvoir et statistique sous Staline*. Paris : Découverte, 2003.
- Bugai N-F., *Deportatsiya narodov Kryma*. Moskva, 2002.
- Chiari, Bernhard, *Alltag hinter der Front : Besatzung, Kollaboration und Widerstand in Weisrussland 1941-1944*, Düsseldorf : Droste, 1998.
- « Cikánská škola v Užhorodě », *Lidové noviny*, Ročník 35, 5.4.1927, p. 1-2.
- Duchyts, Ludmila, « Z historyi tsygan Belarusi », *Belaruskij histarychny chasopis*, 2003 : 3, p. 45-49.
- Gawryszewski, Andrzej, *Ludnosc Polski w XX wiek*, Warsaw, 2005.
- Gerlach, Christian, *Kalkulierte Morde. Die Deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weisrussland 1941 bis 1944*, Hamburg: Hamburger Edition, 1999.
- Ficowski, Jerzy, *Cyganie w Polsce. Dziejje i obyczaje*, Warszawa : Interpress, 1989.
- Fogg, Shannon L., « Assimilation and Persecution : An overview of attitudes toward Gypsies in France », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, éd. by Anton Weiss-Wendt, New York-Oxford, 2013, p. 27-43.
- Fridman, Alexander, « Neviadomy genocide. Znishchenne bielaruskikh tsyhanou 1941-44 », *ARCHE* 2004 : 2, p. 1-13.
- Etenko, Larisa, « Privetstvuiu tebia tsygan », *Neman*, vol.2, 1999, p. 121-131.
- Holler, Martin, *Der nationalsozialistische Völkermord an den Roma in der besetzten Sowjetunion (1941-1944)*, Heidelberg, 2009.
- Holler, Martin, « The Nazi persecution of Rom in northwestern Russia : the operational area of the army group North, 1941-1944 », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, éd. Anton Weiss-Wendt, New York-Oxford, 2013, p. 153-180.
- Kalinin, Valdemar, *Zagadka baltiiskikh tsygan*, Minsk : Logvinov, 2005.
- Kapralski, Slawomir, « Symbols and Rituals in the Mobilisation of the Romani National Ideal », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 12 : 1, 2012, p. 64-81.

## EXTERMINATION À L'EST DE L'EUROPE

- Keeffe, Brigid, « 'Backward Gypsies', Soviet Citizens : The All-Russian Gypsy Union, 1925–28 », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 11 : 2, 2010, p. 283-312.
- Kilin, A. P., « Politika perevoda tsygan na osedlyi obraz zhizni. Proplemy realizatsii, 1926-1937 », *Dokument, arhiv, istoria, sbornik nauchnykh trudov*, Ekaterinburg, 2005, p. 187-226.
- Korb, Alexander, « Ustaša Mass Violence against Gypsies in Croatia, 1941-1942 », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, Ed. Anton Weiss-Wendt, New York-Oxford, 2013, p. 72-95.
- Kotljarchuk, Andrej, « The Nazi genocide of Roma on the territory of occupied Ukraine : the role of Soviet path dependency in the contemporary politics of memory », *Holocaust i suchasnist'*, 2014 : 1, p. 24-50.
- Kotljarchuk, Andrej, « World War II Memory Politics: Jewish, Polish and Roma Minorities of Belarus », *The Journal of Belarusian Studies*. 2013 : 1, p. 7-40.
- Kotljarchuk, Andrej « Palityka pamiaci u suchasnai Belarusi. Memaryialy druhoi susvetnai vainy i etnichnyia menshastsi krainy », *ARCHE*, 2013:2, p. 173-194.
- Kotljarchuk, Andrej, « Natsistskii genocide tsygan na okkupirovannykh territoriyakh SSSR : osobennosti sovetской i postsovetской istoricheskoi kultury », *Problemy i tendentsii razvitiia sociokulturnogo prostranstva Rossii : istoria i sovremennost'. Materialy mezhdunarodnoi nauchno-prakticheskoi konferentsii*, Ed. Tatiana Ryabova. Bryansk, 2015, p. 25-30.
- Kruglov, Alexander (2009) « Genocide tsygan v Ukraine 1941-1944 : statistiko-regional'nyi aspect », *Holocaust i suchasnist'*, vol. 2 : 16, 2009, p. 83-113.
- Kucherenko A. P., « Tsihani v migratsiinomu protsesi Krimu 1930-kh rokov », *Kultura narodov Prichernomor'ia*, vol. 177, 2010, p. 208-210.
- Levitas, Ilya, « Nerazgadannye tainy Bab'ego Yara », *Evreiskie vesti*, 1993, p.17-18.
- Lewy, Guenter, *The Nazi Persecution of the Gypsies*. New York and Oxford : Oxford University Press, 2000.
- Lucassen, Leo, *Zigeuner : die Geschichte eines polizeilichen Ordnungsbegriffes in Deutschland 1700-1945*, Böhlau – Köln, 1996.
- Łuczak, Czesław, *Polska i Polacy w drugiej wojnie światowej*, Poznań, 1993.
- Martin, Terry, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, Ithaca, 2001.
- Materialy mezhdunarodnoi tyhanoznavchoi konferentsii Romy Ukrainy iz minulogo v maibutne*, Kyiv, 2008.
- Ofitsinsky, Roman, « Romi i prymusova prats ana Zakarpatti 1939-1944 », *Romologia: istoria ta suchasnist'*, Uzhhorod : Lira, 2013, p. 76-82.
- Peresleduvannia ta vbivstva romiv na terenakh Ukrainy u chasi druhoi svitovoi viini. Zbirnik dokumentiv ta spohadiv*. Ed. by Mikhail Tyaglyy. Kyiv : Ukrainian Center for Genocide Studies, 2013.
- Pirohova Levada. Narysy*. Kyiv : Prosvita, 2012.
- Rapports de l'Office de statistique de la République tchécoslovaque*, Praha, vol. 11, 1930.
- Regula, Ludi, « Swiss policy towards Roma and Sinti Refugees from National Socialism : Defensive Walls Instead of Asylum » in Donald Kenrick, *The Gypsies during the Second World War*, vol. 3 : *The Final Chapter*. Hatfield : University of Hertfordshire Press, 2006, p. 119-132.
- Romano Katalogo. Spisok izdaniia na tsyganskom yazyke 1928-1938 gg. kbraniashchikhsia v Rossiiskoi gosudarstvennoi biblioteke*, éd. By M. D'iachok & V. Shapoval. Moskva, 2014.

- Romi u Transnistrii (1941-1944) : arkhivni dokumenti*, Odesa, 2011.
- Rozovik, Olesia, « Zaluchennia tsihan do osilosti, hromads'koi i kul'turno-osvitnoi roboti u 1920-kh rokach », *Etnichna istoria narodiv Evropi*, vol. 35, 2011, p. 68-72.
- Solonari, Vladimir, « Ethnic Cleansing or “Crime Prevention” ? Deportation of Romanian Roma », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, ed. by Anton Weiss-Wendt. New York-Oxford, 2013, p. 96-119.
- Schuster, Michal, « Romské děti a školní vzdělávání v meziválečném Československu a v Protektorátu Čechy a Morava, 1918-1945 », *Mít své místo*. Praha : Institut Tereziánské iniciativy, 2014. Forthcoming.
- Tarasov, Aleksandr, *Pasportnaya sistema i pasportnyi rezhim v sovet'skom gosudarstve*. Unpublished PhD thesis. Moscow : Moskovski universitet MVD, 2005, 166 p.
- Tarnavsky, I. A., « Antitsihanska politika nazistskoi Nimechchiny ta ii souzchnikov na okupovanii teritorii Ukrainy », *Novy storinky istorii Donbassu. Zbirnik statei*. Donetsk, 2011, p. 131-150.
- The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, Ed. Anton Weiss- Wendt. New York-Oxford, 2013.
- Tyaglyy, Mikhail, « Were the ‘Chingené’ Victims of the Holocaust ? : Nazi Policy Toward the Crimean Roma, 1941–1944 », *Holocaust and Genocide Studies* 23 : 1, 2009, p. 26-53.
- Tyaglyy, Mikhail, « Nazistowska polityka okupacyjna i losy Cyganów na Ukrainie : biale plamy i obszary dalszych badań », *Studia Romologica*, vol. 3, 2010, p. 41-74.
- Tyaglyy, Mikhail, « Nakazaiu pereslatsy spyski tsyhan », *Holocaust i suchasnist'*, , vol. 1 : 9, 2011, p. 101-122.
- Tyaglyy Mikhail, « Nazi occupational policies and the mass murder of the Roma in Ukraine », *The Nazi genocide of the Roma. Reassessment and Commemoration*, 2013, p. 120-152.
- Ventsel, T. V., « Tsygane », *Sovetskaya Istoricheskaia Entsiklopedia*, vol. 15, Moskva, 1974, p. 787-790.
- Zimmermann, Michael, *Rassenutopie und Genozid: die nationalsozialistische « Lösung der Zigeunerfrage »*, Christians, Hamburg, 1996.

### Textes de conférences non publiés

- Holler, Martin, « The Nazi Deportation of East Prussian Sinti to the Reichskommissariat Ukraine », document inédit présenté au séminaire *Roma Genocide in Ukraine 1941-1944 : History, Memory, Representations*, Lviv : Center for Urban History of East Central Europe, 13 et 14 septembre 2013.
- Kotljarchuk, Andrej « Second World War and the Registration of Roma in Ukraine and Sweden : The Role of Collected Data, Experts and Census Takers », document inédit présenté au symposium *New research on Rom and the Holocaust*, United States Holocaust Memorial Museum in Washington, du 14 au 18 septembre 2014.
- Wawrzeniuk, Piotr, « The Romani Genocide in Distrikt Galizien in Testimonies, Press and Archival Sources », document inédit présenté au séminaire *Roma Genocide in Ukraine 1941-1944 : History, Memory, Representations*, Lviv : Center for Urban History of East Central Europe, 13 et 14 septembre 2013.